











Procedure file

Informations de base	
<p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure 2023/0077A(COD) codécision) Règlement</p>	En attente de la position du Conseil en 1ère lecture
<p>Organisation du marché de l'électricité de l'Union</p> <p>Modification Règlement 2019/942 2016/0378(COD) Modification Règlement 2019/943 2016/0379(COD) Modification Directive 2019/944 2016/0380(COD) Modification Directive 2018/2001 2016/0382(COD) Voir aussi 2023/0077B(COD)</p> <p>Sujet</p> <p>3.60 Politique de l'énergie 3.60.03 Gaz, électricité, gaz naturel, biogaz 3.60.05 Energies douces et renouvelables 3.60.06 Réseaux transeuropéens d'énergie 3.60.15 Coopération et accords en matière d'énergie</p> <p>Priorités législatives Déclaration commune 2023-24</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<p>ITRE Industrie, recherche et énergie</p>	<p> GONZÁLEZ CASARES Nicolás</p> <p>Rapporteur(e) fictif/fictive</p> <p> CARVALHO Maria da Graça</p> <p> PETERSEN Morten</p> <p> BLOSS Michael</p> <p> BORCHIA Paolo</p> <p> KRASNODEBSKI Zdzisław</p> <p> MESURE Marina</p>	11/04/2023
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<p>BUDG Budgets</p>	<p> VAN OVERTVELDT Johan</p>	28/03/2023

<p>Conseil de l'Union européenne Commission européenne</p> <p>Comité économique et social européen Comité européen des régions</p>	<p>ECON Affaires économiques et monétaires</p>	<p>20/04/2023</p>
	<p> SILVA PEREIRA Pedro</p>	
	<p>ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire</p>	<p>La commission a décidé de ne pas donner d'avis.</p>
	<p>IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs</p>	<p>Président au nom de la commission</p> <p>28/03/2023</p> <p> CAVAZZINI Anna</p>
	<p>DG de la Commission</p> <p>Energie</p>	<p>Commissaire</p> <p>SIMSON Kadri</p>

Événements clés			
14/03/2023	Publication de la proposition législative	COM(2023)0148	
29/03/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
19/07/2023	Vote en commission, 1ère lecture		
19/07/2023	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
27/07/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0255/2023	Résumé
11/09/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
14/09/2023	Résultat du vote au parlement		
14/09/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71 - vote)		
15/01/2024	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE757.986 GEDA/A/(2024)000028	
11/04/2024	Débat en plénière		
11/04/2024	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0284/2024	Résumé

Informations techniques	
Référence de procédure	2023/0077A(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)

Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement 2019/942 2016/0378(COD) Modification Règlement 2019/943 2016/0379(COD) Modification Directive 2019/944 2016/0380(COD) Modification Directive 2018/2001 2016/0382(COD) Voir aussi 2023/0077B(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 194-p2
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen Comité européen des régions
Etape de la procédure	En attente de la position du Conseil en 1ère lecture
Dossier de la commission parlementaire	ITRE/9/11547

Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2023)0148	14/03/2023	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2023)0058	14/03/2023	EC	
Projet de rapport de la commission		PE747.032	15/05/2023	EP	
Avis spécifique	IMCO	PE747.029	23/05/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE749.126	25/05/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE749.127	25/05/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE749.128	25/05/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE749.130	25/05/2023	EP	
Amendements déposés en commission		PE749.133	25/05/2023	EP	
Avis spécifique	BUDG	PE748.960	12/06/2023	EP	
Comité économique et social: avis, rapport		CES1739/2023	14/06/2023	ESC	
Avis de la commission	ECON	PE749.215	30/06/2023	EP	
Comité des régions: avis		CDR2118/2023	05/07/2023	CofR	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0255/2023	27/07/2023	EP	Résumé
Lettre de Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel		GEDA/A/(2024)000028	22/12/2023	CSL	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0284/2024	11/04/2024	EP	Résumé

Organisation du marché de l'électricité de l'Union

OBJECTIF : réformer l'organisation du marché de l'électricité de l'Union afin de stimuler les énergies renouvelables, de mieux protéger les consommateurs et de renforcer la compétitivité industrielle.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : depuis septembre 2021, on observe des prix très élevés et une grande volatilité sur les marchés de l'électricité. Cette situation est principalement due au prix élevé du gaz, qui est utilisé pour produire de l'électricité. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a également provoqué des incertitudes sur l'approvisionnement d'autres matières premières, telles que la houille et le pétrole brut, utilisées par les installations de production d'électricité. Cette situation a entraîné une augmentation substantielle de la volatilité des prix de l'électricité.

L'UE a réagi rapidement en introduisant un large éventail de mesures visant à atténuer l'impact des prix de gros élevés et volatils de l'énergie sur les ménages et les entreprises. Toutefois, le Conseil européen a invité la Commission à travailler sur une réforme structurelle du marché de l'électricité, avec le double objectif de garantir la souveraineté énergétique de l'Europe et de parvenir à la neutralité climatique. La réforme proposée fait partie du plan industriel pacte vert qui vise à renforcer la compétitivité de l'industrie européenne de l'énergie à zéro émission nette et à accélérer la transition vers la neutralité climatique.

CONTENU : la proposition de la Commission prévoit des révisions importantes de plusieurs textes législatifs de l'UE, notamment le règlement sur l'électricité, la directive sur l'électricité et le règlement REMIT. Elle comprend un ensemble de mesures visant à rendre les factures des consommateurs moins dépendantes de la volatilité des prix des combustibles fossiles en créant un tampon entre les marchés à court terme et les factures d'électricité payées par les consommateurs.

Protéger et responsabiliser les consommateurs

Les prix élevés et volatils, tels que ceux observés en 2022 en raison de la guerre énergétique menée par la Russie contre l'UE, ont fait peser une charge excessive sur les consommateurs. Pour les protéger de la volatilité des prix, la proposition prévoit le droit à des contrats à prix fixes et à des contrats de tarification dynamique, le droit à des contrats multiples et à des informations contractuelles plus claires et de meilleure qualité.

Les consommateurs se verront proposer une variété de contrats correspondant le mieux à leur situation. De cette manière, les consommateurs, y compris les petites entreprises, pourraient bloquer des prix sûrs et à long terme pour atténuer l'impact des chocs de prix soudains, et/ou ils pourraient choisir de conclure des contrats de tarification dynamiques pour tirer parti de la variabilité des prix pour utiliser l'électricité lorsque celle-ci est moins chère (par exemple, pour recharger des voitures électriques ou utiliser des pompes à chaleur).

Une telle combinaison de tarification dynamique et de tarification fixe permettrait de maintenir les incitations du marché pour que les consommateurs ajustent leur demande d'électricité, tout en offrant une plus grande certitude à ceux qui souhaitent investir dans des sources d'énergie renouvelables (panneaux solaires sur les toits, par exemple) et une stabilité des coûts.

De nouvelles protections importantes pour les clients sont également introduites pour garantir un approvisionnement continu en électricité, notamment l'obligation pour les États membres de désigner des fournisseurs de dernier recours qui assument la responsabilité des clients des fournisseurs défaillants et la protection contre la déconnexion pour les clients vulnérables.

La proposition responsabilisera les consommateurs en leur donnant le droit de partager directement l'énergie renouvelable, sans qu'il soit nécessaire de créer des communautés énergétiques. Un plus grand partage de l'énergie (par exemple, le partage de l'énergie solaire excédentaire d'un toit avec un voisin) pourra améliorer l'utilisation de l'énergie renouvelable à faible coût et fournir un meilleur accès à l'utilisation directe de l'énergie renouvelable pour les consommateurs qui n'y auraient pas eu accès autrement.

Améliorer la compétitivité de l'industrie européenne

Au cours de l'année écoulée, de nombreuses entreprises ont dû faire face à la volatilité excessive des prix de l'énergie. Pour renforcer la compétitivité de l'industrie européenne, la réforme du marché de l'électricité devrait améliorer l'accès à des contrats et à des marchés plus stables et à plus long terme. Les contrats d'achat d'électricité (CAE) - contrats privés à long terme entre un producteur (généralement renouvelable ou à faible émission de carbone) et un consommateur - peuvent protéger contre la volatilité des prix, mais ils ne sont actuellement accessibles qu'aux grands consommateurs d'énergie dans quelques États membres seulement. Un obstacle à la croissance de ce marché est le risque de crédit qu'un consommateur ne soit pas toujours en mesure d'acheter l'électricité sur l'ensemble de la période. Pour y remédier, les États membres devraient veiller à ce que les instruments permettant de réduire les risques financiers liés à un défaut de paiement du fournisseur dans le cadre des CAE, y compris les systèmes de garantie aux prix du marché, soient accessibles aux entreprises qui se heurtent à des barrières à l'entrée sur le marché des CAE et qui ne sont pas en difficulté financière.

Pour stabiliser les prix, les aides à l'investissement devraient être structurées comme des contrats bidirectionnels qui fixent un prix minimum mais aussi un prix maximum, de sorte que toutes les recettes dépassant le plafond soient remboursées. La proposition s'appliquera aux nouveaux investissements pour la production d'électricité, ce qui inclut les investissements dans de nouvelles installations de production d'électricité.

Un autre moyen de se prémunir contre la volatilité des prix consiste à utiliser des contrats à long terme qui fixent les prix futurs (contrats à terme). Ce marché est peu liquide dans de nombreux États membres, mais il pourrait être stimulé dans l'ensemble de l'UE, de sorte qu'un grand nombre de fournisseurs ou de consommateurs puissent se prémunir contre la volatilité excessive des prix sur de plus longues périodes. La proposition créera des prix de référence régionaux par l'intermédiaire d'une plateforme afin d'accroître la transparence des prix et d'obliger les gestionnaires de réseau à accorder des droits de transport de plus d'un an, de sorte que si un contrat à terme est conclu entre des parties au-delà des régions ou des frontières, ils puissent assurer le transport de l'électricité.

En outre, pour garantir que les marchés se comportent de manière concurrentielle et que les prix sont fixés de manière transparente, la capacité des régulateurs à contrôler l'intégrité et la transparence du marché de l'énergie sera renforcée.

Stimuler les investissements dans les énergies renouvelables et les énergies à faible teneur en carbone

La proposition vise à stimuler les investissements dans les énergies renouvelables afin de tripler leur déploiement, conformément aux objectifs du pacte vert européen. Cet objectif sera atteint en partie en améliorant les marchés pour les contrats à long terme.

La proposition comprend des mesures visant à accélérer le déploiement des énergies renouvelables et l'élimination progressive du gaz en facilitant davantage l'intégration des énergies renouvelables dans le système électrique et en améliorant les conditions d'utilisation de solutions de flexibilité.

Afin d'améliorer la flexibilité du système électrique, les États membres seraient désormais tenus d'évaluer leurs besoins, de fixer des objectifs visant à accroître la flexibilité non fossile et auraient la possibilité d'introduire de nouveaux régimes de soutien, en particulier pour la participation active de la demande et le stockage.

Organisation du marché de l'électricité de l'Union

La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a adopté le rapport de Nicolás GONZÁLEZ CASARES (S&D, ES) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2019/943 et (UE) 2019/942 ainsi que les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 afin d'améliorer l'organisation du marché de l'électricité de l'Union.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Le texte amendé souligne qu'un marché bien intégré devrait permettre à l'Union de récolter les avantages économiques d'un marché unique de l'énergie en toutes circonstances, y compris en cas de crise des prix de l'électricité, en garantissant la sécurité de l'approvisionnement et en soutenant le processus de décarbonation pour atteindre l'objectif de neutralité climatique.

La Commission devrait envisager de renforcer l'obligation de mettre 70% de la capacité d'interconnexion à disposition pour les échanges transfrontaliers afin de rendre le marché de l'électricité adapté à un système énergétique principalement fondé sur les énergies renouvelables, qui nécessite une interconnexion plus importante et de meilleure qualité pour maintenir une sécurité d'approvisionnement élevée.

Modernisation du réseau électrique

Le renforcement du marché intérieur de l'énergie et la réalisation des objectifs en matière de climat et de transition énergétique nécessitent une modernisation substantielle du réseau électrique de l'Union afin de pouvoir accueillir des augmentations substantielles de la capacité renouvelable, la variabilité des quantités de production, l'évolution des flux d'électricité dans toute l'Europe et la nouvelle demande telle que les véhicules électriques et les pompes à chaleur.

Toute réforme du marché de l'électricité de l'Union devrait contribuer à un réseau électrique européen plus intégré. Par conséquent, l'Union et les États membres devraient renforcer leur coopération afin de supprimer les obstacles, de faciliter le financement et d'accélérer toutes les procédures visant à garantir que l'objectif minimal de 15% d'interconnexion électrique pour 2030 est atteint.

Investissements anticipés

Les autorités de régulation devraient promouvoir le recours à des investissements anticipés, en encourageant l'accélération du développement du réseau pour répondre au déploiement accéléré de la production d'énergie renouvelable et de la demande électrifiée intelligente, tels que les véhicules électriques, les infrastructures de recharge et le déploiement de pompes à chaleur, le cas échéant, tout en tenant compte des besoins du réseau électrique reflétés dans les plans nationaux ou locaux de développement énergétique, les secteurs du transport électrique et du chauffage.

Les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution devraient offrir la possibilité d'établir des accords de raccordement flexibles dans les zones où la capacité du réseau disponible pour de nouvelles connexions est limitée ou inexistante.

Contrats d'achat d'électricité

Les députés soulignent l'importance des accords d'achat d'énergie (AAE) pour fournir aux consommateurs des prix stables et aux fournisseurs d'énergie renouvelable des revenus fiables.

Les États membres devront supprimer les obstacles et faciliter les AAE, en particulier les accords d'achat d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat en ce qui concerne la décarbonation et de garantir des prix de l'électricité plus prévisibles tout en préservant la compétitivité et la liquidité des marchés de l'électricité. Afin de garantir l'élimination des obstacles aux AAE, la Commission pourra élaborer des orientations spécifiques sur la manière d'alléger les obligations administratives et les complexités comptables liées aux AAE.

D'ici au 31 décembre 2024, la Commission, en coopération avec les opérateurs désignés du marché de l'électricité, devra mettre en place une plateforme de marché pour les AAE, à utiliser sur une base volontaire, y compris les AAE normalisés facultatifs, tout en évitant que ces échanges ne réduisent la liquidité des marchés de l'électricité existants. Une base de données doit être créée au niveau de l'Union pour faciliter la collecte d'informations pertinentes sur les AAE conclus dans l'Union.

Les députés soutiennent une utilisation plus large des «contrats pour différence» (CFD) pour encourager les investissements énergétiques ou de régimes équivalents poursuivant les mêmes objectifs, après évaluation et approbation par la Commission. Ils plaident également en faveur de la «flexibilité non-fossile» (la capacité du réseau électrique à s'adapter aux changements d'offre et de demande sans dépendre des combustibles fossiles) et de la flexibilité du côté de la demande.

Mieux protéger les consommateurs

La réforme de l'organisation du marché de l'électricité devrait viser à atteindre des prix abordables et compétitifs pour tous les consommateurs. Le texte amendé souligne la nécessité de respecter les choix des consommateurs, de protéger les consommateurs domestiques des prix élevés, de la manipulation et des abus et de permettre aux consommateurs de bénéficier d'une variété d'offres contractuelles. Les consommateurs devraient avoir le droit à des contrats à prix fixe, à des contrats à prix dynamiques, ainsi qu'à plus d'informations sur les options auxquelles ils souscrivent, interdisant aux fournisseurs de modifier unilatéralement les termes d'un contrat.

Protection des clients vulnérables contre les déconnexions

Le texte modifié indique que les États membres devraient interdire les coupures d'électricité pour les ménages vulnérables et les clients touchés ou menacés par la précarité énergétique, tout en veillant également à ce que les coupures soient interdites pendant les litiges judiciaires ou extrajudiciaires en cours entre le fournisseur et les clients pendant une période de huit semaines. Les États membres devraient compléter ces droits par l'adoption de mesures spécifiques pour les saisons d'hiver et d'été, afin de permettre aux clients résidentiels de mieux gérer leur consommation et d'éviter des factures de règlement élevées.

En outre, les États membres veillent également à ce que :

- les fournisseurs d'électricité invitent régulièrement les clients résidentiels ne disposant pas de compteurs intelligents à envoyer des auto-relevés afin de les aider à gérer leur consommation et à éviter des factures de règlement élevées;

- les fournisseurs n'exigent pas des clients résidentiels incapables de payer leurs factures d'énergie, des clients vulnérables et des clients touchés ou menacés par la pauvreté énergétique, qu'ils utilisent des systèmes de prépaiement;
- identifier les moyens appropriés pour garantir la compensation des pertes subies par les fournisseurs concernés.

Organisation du marché de l'électricité de l'Union

Le Parlement européen a adopté par 433 voix pour, 40 contre et 15 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2019/943 et (UE) 2019/942 ainsi que les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 afin d'améliorer l'organisation du marché de l'électricité de l'Union.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Modernisation du réseau électrique de l'Union

Le texte amendé souligne que le renforcement du marché intérieur de l'énergie et la réalisation des objectifs en matière de transition climatique et énergétique nécessitent une modernisation substantielle du réseau électrique de l'Union, afin que celui-ci puisse accueillir une forte augmentation des capacités de production à partir d'énergies renouvelables et puisse répondre à de nouvelles demandes telles que les véhicules électriques et les pompes à chaleur. Toute réforme du marché de l'électricité de l'Union devrait contribuer à un réseau d'électricité européen plus intégré, pour faire en sorte que chaque État membre atteigne un niveau d'interconnectivité électrique conforme à l'objectif d'au moins 15% d'interconnexion électrique d'ici à 2030. La réforme de l'organisation du marché de l'électricité doit viser à parvenir à des prix de l'électricité abordables et compétitifs pour tous les consommateurs.

Marchés journaliers et marchés intrajournaliers

Les marchés intrajournaliers sont particulièrement importants pour l'intégration au moindre coût, dans le système électrique, de sources d'énergie renouvelables variables. L'heure de fermeture du guichet intrajournalier entre zones doit donc être raccourcie et fixée à une échéance plus proche du temps réel, afin de maximiser les possibilités offertes aux acteurs du marché de négocier les pénuries et les excédents d'électricité et de contribuer à une meilleure intégration des sources d'énergie renouvelables variables dans le système électrique.

Afin de veiller à ce que les carnets d'ordres soient partagés entre les opérateurs désignés du marché de l'électricité (NEMO) aux échéances du couplage des marchés journaliers et intrajournaliers, les NEMO devront soumettre tous les ordres de produits journaliers et intrajournaliers et de produits présentant les mêmes caractéristiques au couplage unique journalier et intrajournalier et ne devront pas organiser les échanges de produits journaliers ou intrajournaliers, ou de produits présentant les mêmes caractéristiques, en dehors du couplage unique journalier et intrajournalier.

Produit d'écrêtement des pointes

Lorsqu'une crise des prix de l'électricité au niveau régional ou à l'échelle de l'Union, les États membres pourront demander aux gestionnaires de réseau de proposer l'acquisition de produits d'écrêtement des pointes afin de pouvoir réduire la demande d'électricité aux heures de pointe. La proposition de produit d'écrêtement des pointes devra être évaluée par l'autorité de régulation concernée en vue de parvenir à une réduction de la demande d'électricité et à une réduction de l'incidence sur le prix de gros de l'électricité pendant les heures de pointe.

Le produit d'écrêtement des pointes étant conçu pour n'être utilisé que dans des situations limitées de crise des prix de l'électricité au niveau régional ou à l'échelle de l'Union, son acquisition pourra avoir lieu jusqu'à une semaine avant le déploiement de capacités supplémentaires de participation active de la demande. Les gestionnaires de réseau devront être en mesure d'activer le produit d'écrêtement des pointes avant ou jusqu'à la fermeture du marché journalier. Il sera également possible de faire en sorte que le produit d'écrêtement des pointes soit activé de manière automatique, sur la base d'un prix prédéfini de l'électricité.

Appareil de mesure dédié

Il est impératif que les États membres améliorent les conditions d'installation des systèmes intelligents de mesure, dans le but de parvenir à une couverture complète dès que possible. Cependant, les gestionnaires de réseaux de transport, les gestionnaires de réseaux de distribution et les acteurs du marché concernés, y compris les agrégateurs indépendants, devront, sous réserve du consentement du client final, pouvoir utiliser les données provenant d'appareils de mesure dédiés.

Marchés à terme

Conformément au règlement (UE) 2016/1719, les gestionnaires de réseau de transport devront délivrer des droits de transport à long terme ou mettre en place des mesures équivalentes pour permettre aux acteurs du marché, y compris aux propriétaires d'installations de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables, de couvrir les risques de prix, à moins qu'une évaluation du marché à terme sur les frontières des zones de dépôt des offres effectuée par les autorités de régulation démontre l'existence de possibilités de couverture suffisantes dans les zones de dépôt des offres concernées.

Les droits de transport à long terme seront alloués, sur une base régulière, de manière transparente, sur la base du marché et sans discrimination, via une plateforme d'allocation unique. La fréquence d'allocation et les échéances des capacités d'échange entre zones à long terme contribueront au bon fonctionnement des marchés à terme de l'Union.

Incitations à l'investissement particulières pour atteindre les objectifs de décarbonation de l'Union

Les États membres devront encourager le recours aux accords d'achat d'électricité (AAE), y compris en supprimant les barrières injustifiées et les procédures ou frais discriminatoires ou disproportionnés, en vue d'assurer la prévisibilité des prix et d'atteindre les objectifs fixés dans leurs plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat en ce qui concerne la dimension «décarbonation», y compris en ce qui concerne les énergies renouvelables, tout en préservant la compétitivité et la liquidité des marchés de l'électricité et les échanges transfrontières.

Les régimes de soutien direct des prix pour les investissements dans de nouvelles installations de production d'électricité pour produire de l'électricité à partir des sources d'énergie éolienne, solaire, géothermique, hydroélectricité sans réservoir et énergie nucléaire, devront prendre la forme de contrats sur différence bidirectionnels ou de mécanismes équivalents ayant les mêmes effets. Ces contrats devront être conçus de

manière à i) préserver les incitations destinées à ce que l'installation de production d'électricité fonctionne et participe efficacement sur les marchés de l'électricité, et en particulier à ce qu'elle reflète les conditions du marché; ii) éviter les distorsions injustifiées de la concurrence et des échanges sur le marché intérieur.

Toutes recettes, ou tout équivalent en valeur financière de ces recettes, issues de régimes de soutien direct des prix sous la forme de contrats sur différence bidirectionnels et de mécanismes équivalents ayant les mêmes effets seront distribuées aux clients finals.

Rapport

Au plus tard le 30 juin 2026, la Commission réexaminera le présent règlement et soumettra un rapport exhaustif sur la base de ce réexamen, accompagné d'une proposition législative, le cas échéant. Dans son rapport, la Commission évaluera entre autres:

- l'efficacité de la structure et du fonctionnement actuel des marchés de l'électricité à court terme, y compris dans des situations de crise ou d'urgence, et, plus généralement, les éventuels manques d'efficacité du marché intérieur de l'électricité et les différentes options pour l'introduction d'éventuels outils et solutions à appliquer dans des situations de crise ou d'urgence;
- l'aptitude du cadre juridique et financier actuel de l'Union concernant les réseaux de distribution à réaliser les objectifs de l'Union en matière d'énergies renouvelables et de marché intérieur de l'énergie;
- le potentiel et la viabilité de la création d'une ou de plusieurs plateformes de marché de l'Union pour les AAE, à utiliser sur une base volontaire.

Transparence				
GONZÁLEZ CASARES Nicolás	Rapporteur(e)	ITRE	21/03/2024	Representatives of the French senate
MESURE Marina	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	22/02/2024	Agence Jarod
GRUDLER Christophe	Membre	27/11/2023	ELECTRICITE DE FRANCE	